

Pouvoir d'emprunt—Loi

emplois seraient créés là où c'est le plus nécessaire. Je vois que le secrétaire parlementaire fait signe que non.

M. Fisher: Je ne suis pas d'accord avec vous sur ce point.

M. Wilson: Le secrétaire parlementaire ne sait pas ce qui s'est passé. Il ne comprend pas ce qui se passe dans le pays aujourd'hui. Je lui conseille de parler aux gens, à des gens qui vivent dans la réalité et non pas dans les tours d'ivoire d'Ottawa, à des gens qui se débattent contre les problèmes causés par les politiques que j'ai énumérées.

M. Fisher: L'abolition de la loi sur l'examen de l'investissement étranger ne changerait rien.

M. Wilson: Le secrétaire parlementaire dit qu'il ne servirait à rien de se débarrasser de cette loi. Mais je lui dis d'essayer pendant six mois pour voir ce qui se passera.

Le dollar canadien devrait et pourrait être plus élevé par rapport au dollar américain. Le secrétaire parlementaire devrait demander aux investisseurs internationaux récalcitrants pourquoi le dollar est si faible. Un dollar canadien fort ferait baisser les taux d'intérêt au Canada.

Permettez-moi de consigner au compte rendu une partie d'un article qui a paru dans le *Financial Times* il y a environ une semaine. Il se lit ainsi:

C'est une tragédie gênante pour les Canadiens. Le dollar pourrait—devrait—être l'une des monnaies les plus fortes du monde. Mais des années de mauvaise gestion économique et de nationalisme à outrance ont fait fuir les investisseurs du Canada, dépouillant le pays d'une grande partie de son potentiel.

Ces problèmes ont leur origine ici même au Canada. Les solutions sont entièrement à notre portée. Le secrétaire parlementaire a prouvé une fois de plus qu'il excelle à faire le jeu de l'autruche, car il refuse absolument de voir ce qui se passe dans le monde réel. Le ministre lui-même est comme pétrifié. Il a peur de bouger et de commettre une autre erreur. N'ayant réussi aucun coup sûr lors de deux tentatives qu'il a faites concernant le budget, il ne veut pas échouer encore une fois en en faisant une troisième. La panique que manifeste le ministre depuis six mois aggrave le problème que nous connaissons aujourd'hui et est l'une des causes de la hausse des taux d'intérêt au Canada.

De l'avis de certains il faudrait laisser flotter le dollar et ne pas stabiliser les taux d'intérêt pour résoudre tous nos problèmes. Permettez-moi de vous citer quelques chiffres. Tenons-nous en aux faits plutôt qu'aux discours. En octobre 1976, le dollar canadien valait \$1.028 américains. Depuis, il a perdu 24 p. 100 de sa valeur. En février 1980, lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir, le dollar canadien ne valait plus que 86.5c. américains. Il a baissé ensuite de 8 p. 100 pour tomber aujourd'hui à 78.39c. américains.

Qu'est-il arrivé aux taux d'intérêt dans l'intervalle? Lorsque la valeur du dollar baisse, les taux d'intérêt devraient diminuer aussi. Monsieur l'Orateur, n'est-ce pas ce que le gouvernement ne cesse de nous dire? Pourtant, le taux préférentiel des banques à charte est passé de 10.25 p. 100 en 1976 à 15 p. 100 en 1980. Aujourd'hui, il atteint 17.5 p. 100.

Voyons maintenant comment a évolué le taux d'inflation. Il est passé de 6.2 p. 100 en octobre 1976 à 9.4 p. 100 en février 1980 et oscille aujourd'hui entre 11.25 et 11.50 p. 100.

Considérons maintenant le taux de chômage ou plutôt le nombre de chômeurs. Les chiffres sont atterrants. En octobre 1976, le Canada comptait 770,000 chômeurs. Aujourd'hui, 1,200,000 personnes se retrouvent au chômage, alors qu'elles

n'étaient que 856,000 en 1980. Les chiffres se passent de tout commentaire. En évitant de stabiliser les taux d'intérêt et le dollar, le gouvernement n'a pas mis fin aux maux et aux souffrances des chômeurs et de leur famille. La baisse du dollar n'a pas réglé le problème; elle n'a fait qu'aggraver la situation.

M. Thacker: Quand les libéraux gouvernent, tout va mal.

M. Wilson: J'ai déjà parlé de certains des problèmes auxquels nous pouvons nous attaquer immédiatement. Comme je l'ai signalé au secrétaire parlementaire, en six mois, le gouvernement pourrait prendre des mesures dans les cinq secteurs auxquels je viens de faire allusion.

Voyons un peu plus loin cependant. Examinons le problème de la productivité au Canada. J'ai dit tout à l'heure que la Banque des Règlements internationaux a classé le Canada au tout dernier rang des pays industrialisés en matière de productivité. Des mesures doivent être prises dans ce domaine. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Roberts) a parlé longuement des problèmes de recherche et de développement et de la nécessité de mettre au point plus de produits au Canada. Ce qu'il nous faut maintenant ce n'est plus des vœux pieux mais bien des mesures concrètes. Les bonnes paroles ne coûtent pas cher et le gouvernement le sait pertinemment. Parlons donc de nouveau des faits.

Nous devons modifier le régime fiscal dans le domaine de la recherche. Nous devons surtout faire disparaître certains des problèmes de réglementation qui entravent les progrès dans ce domaine. Voici un exemple. Il porte sur le secteur pharmaceutique. Il y a 12 ou 13 ans de cela, la loi a été modifiée et des brevets sont devenus obligatoires pour tous les nouveaux produits pharmaceutiques. Que s'est-il passé depuis, maintenant que les produits pharmaceutiques ne sont plus protégés par les lois? C'est très simple. A cette époque, les entreprises du secteur pharmaceutique dépensaient près de 8 p. 100 de leurs recettes en recherche et développement alors qu'à l'heure actuelle cette proportion est de 1.7 p. 100. Il s'agit d'une diminution vraiment importante. C'est le type de règlements qui peuvent être modifiés et doivent l'être si nous voulons réaliser nos objectifs d'augmentation de la productivité au Canada.

A l'heure actuelle, les Canadiens ont grand peur de l'avenir. Ils savent que des changements importants se préparent dans le domaine de la haute technologie. Ils n'ignorent pas que si nous dépensons des sommes de cette importance en recherche et en développement, cela amènera des changements spectaculaires dans bien des secteurs au Canada. Étant donné l'inquiétude et l'anxiété des gens qui se demandent s'ils pourront garder leur emploi dans de telles circonstances, nous devons promouvoir la formation sur place afin qu'ils puissent s'adapter à l'avenir. L'avenir est très prometteur, mais les gens s'inquiètent énormément de ne pas pouvoir en profiter. Voilà pourquoi il faut changer les programmes de formation. Si nous pouvions relever le niveau de formation, les gens auraient hâte de tirer profit de ces nouveaux emplois. Ils commenceraient à dépenser de l'argent et à songer sérieusement à l'achat d'une automobile ou d'une maison neuve. Voilà le genre de stimulant dont l'économie a besoin. A l'heure actuelle, les gens sont complètement paralysés par les problèmes avec lesquels nous sommes aux prises.